

# COMMUNE DE MARTILLAC



HAUTES TERRES DES GRAVES

**Marché « Assurances »**

## **LOT N° 3**

### **Flotte Automobile & Accessoires**

**Marché en MAPA établi selon les articles L.2123  
et articles R.2123-1 à R2161-7 du code de la Commande Publique**

**COMMUNE DE MARTILLAC**

#### **DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES**

<b>Prise d'effet :</b>	<b>01/01/2023</b>
<b>Durée maximale du marché :</b>	<b>48 mois</b>
<b>Résiliation :</b>	<b>annuellement</b>
<b>Préavis :</b>	<b>6 mois</b>

# **LOT N° 3**

## **Flotte Automobile & Accessoires**

<b>PLAN</b>
-------------

### **TITRE I - CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

#### **TITRE I - 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES (CCAP)**

#### **TITRE I - 2 - CLAUSES TECHNIQUES (CCTP)**

##### **I – 2 – 1 – PRESENTATION**

##### **I – 2 – 2 – GARANTIES, MONTANT, FRANCHISES**

### **TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT**

### **TITRE III – ANNEXES : PARC AUTOMOBILE, ANTECEDENTS, .**

# TITRE I - CAHIER DE CLAUSES PARTICULIERES

## I- 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES « CCAP »

**ASSURE : COMMUNE DE MARTILLAC**

### **OBJET DU CONTRAT.**

L'ensemble du parc automobile et accessoires appartenant à : **COMMUNE DE MARTILLAC**

(y compris CIAS, CE, COS, Amicale ou autre...) devra impérativement être assuré au titre d'un seul et même contrat sans application de coefficient Réduction/Majoration (clause Bonus/Malus).

### **DISPOSITIONS GENERALES.**

1- Le contrat prend effet le : 01/01/2023.

2- Le contrat est prévu pour une durée maximale de 48 mois à compter du 01/01/2023, **sauf dénonciation soit par le porteur de risque ou par le pouvoir adjudicateur à chaque échéance annuelle du 1<sup>er</sup> janvier moyennant préavis de six mois par LR avec AR.**

3- Le contrat est exécuté en Euros « € », quelle que soit l'unité monétaire de l'offre. Tous les documents sont rédigés en français, quelle que soit leur nature.

4- Le contrat est intangible dès la signature par les parties, la procédure ayant permis au Titulaire d'être réputé avoir pris connaissance en détail des risques à couvrir. Les documents du marché sont les suivants, dans l'ordre de prévalence décroissante. Les originaux figurant aux archives du Pouvoir Adjudicateur font seule foi : Acte d'engagement et annexes, CCAP, CCTP, Parc auto & Antécédents.

5- A défaut de parvenir à un accord amiable et avant de saisir la juridiction compétente, les parties conviennent de saisir le comité consultatif interrégional de règlement amiable des litiges (CCIRAL), chargé de trouver une solution amiable et équitable (conformément à l'article R2197-1 du code de la commande publique) pour les litiges nés de l'exécution du marché.

Une fois l'avis du comité rendu et notifié dans les 6 mois de sa saisine, sauf prolongation, le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 3 mois pour signifier au titulaire son acceptation ou son rejet. Si les parties décident de se conformer à l'avis rendu, elles peuvent conclure une transaction ou signer un avenant, si cela est juridiquement possible.

**Le Tribunal administratif de BORDEAUX 9 rue TASTET 33000 BORDEAUX** est compétent pour tout litige concernant la passation ou l'exécution de ce marché.

6- A chaque échéance, le Titulaire du contrat (et son représentant) produit (sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur) les certificats fiscaux et sociaux pour l'exercice qui s'ouvre. De plus, si le titulaire utilise l'intermédiation il est demandé à chaque échéance :

- pour les Agents généraux d'assurance :

Copie du mandat, certificats fiscaux et sociaux, ou déclaration sur l'honneur correspondante et N° ORIAS.

- pour les Courtiers dûment mandatés :

Une copie du mandat pour agir, au nom et pour le compte de la compagnie qu'il présente. A ce sujet, si au cours de la durée du marché le Pouvoir adjudicateur est informé par le porteur de risque titulaire d'un retrait d'habilitation du courtier, et sauf s'il présente un nouvel habilité, la gestion sera alors effectuée en direct. En aucun cas le Pouvoir adjudicateur ne saurait être redevable d'une quelconque indemnité au profit du courtier évincé.

Une attestation d'assurance d'une garantie financière et responsabilité civile professionnelle en cours de validité conformément aux articles L.530-1 & L.530-2 du Code des Assurances, les certificats fiscaux et sociaux, ou déclaration sur l'honneur correspondante et N° ORIAS.

- 7- Quelle que soit sa date d'apparition, le Titulaire est tenu d'informer le Pouvoir Adjudicateur de toute modification touchant les informations qu'il a données au moment de sa candidature. Il en est de même pour les agréments professionnels à leur renouvellement.
- 8- Le Titulaire et/ou son intermédiaire est tenu à la plus stricte confidentialité quant aux informations auxquelles il aurait accès.
- 9- Domicile du Titulaire = Siège social.
- 10- Dans l'hypothèse d'un contrat ayant fait appel à de la co-assurance, cette dernière se traduit comme un groupement de co-traitance sans solidarité.
- 11- Le courriel non confirmé est un mode de transmission accepté au présent contrat pour les informations relatives à la gestion ordinaire.
- 12- Le présent marché est financé sur les ressources propres de la Collectivité.  
Au titre du présent marché, le délai de paiement s'entend comme commençant à la date d'arrivée de l'appel de fonds chez la personne désignée ci-après la **COMMUNE DE MARTILLAC**  
(Sous réserves que celui-ci soit postérieur à la date d'échéance). Le paiement est considéré comme effectué le jour justifié par le trésorier percepteur. Pour le présent marché, le délai de paiement est de 30 jours. Le titulaire est informé de la date et du montant de la somme en cours de paiement. En retour, le titulaire du marché informe l'assuré à la date à laquelle son compte a été crédité. Le paiement se fera par virement au moyen d'un mandat administratif.
- 13- Le défaut de paiement dans le délai global précisé ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires selon les modalités définies aux articles L.2192-12, L.2192-13 et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique 2019.  
Le taux de ces intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points plus pénalités forfaitaires de 40 €.
- 14- L'assureur renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat si le retard de paiement des primes est dû à la seule exécution des formalités administratives, y compris le vote des dépenses. **Le seul mode de résiliation possible est celui prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.**
- 15- L'assureur pourra résilier le contrat après sinistre en respectant le mode de résiliation prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.
- 16- L'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toute déclaration supplémentaire, tant sur l'état que sur les modifications que l'assuré peut apporter à l'objet du contrat ou à leur affectation. En conséquence, l'assureur renonce à résilier le contrat pour aggravation de risque. **Le seul mode de résiliation possible est celui prévu à l'article 2 ci avant du CCAP.**
- Compte tenu des déclarations faites par la **COMMUNE DE MARTILLAC**
- 17- en conformité à la circulaire du 24 décembre 2007- JO du 10 avril 2008, relative à la passation des marchés publics de services d'assurances Chapitre VI- « Titre B – Etat déclaratif de risque », l'assureur reconnaît avoir une connaissance suffisante des risques et renonce à se prévaloir de toute déclaration supplémentaire, il déroge à l'application de toutes sanctions et/ou règles proportionnelles et notamment celles définies aux articles L.113-8, L.113-9, L.121-5, L.172-2 et L.172-10 du Code des Assurances.
- 18- La prime ou cotisation devra être exprimée en Euro « € » hors taxe/an suivant formule pour les garanties de base et suivant prestations supplémentaires éventuelles. Dans tous les cas les prestations supplémentaires éventuelles devront être présentées comme non obligatoires. Pour des besoins administratifs, la collectivité pourra demander au candidat attributaire des quittancements séparés.

**19-** À chaque échéance, la prime ou cotisation fixe ne peut évoluer qu'en fonction de l'évolution de l'indice SRA ou tout autre indice correspondant à l'objet du présent dossier de consultation, et de l'évolution du parc. L'indice de référence est celui indiqué à l'acte d'engagement,

**20-** La prime ou cotisation des échéances à venir sera calculée sur la base de l'état du parc auto arrêté au 1<sup>er</sup> octobre précédent l'échéance. L'assureur retient pour calculer le prix à payer la quantité (parc), le prix à l'origine du marché qui devra être indiqué à l'acte d'engagement revalorisé de l'indice (\*).

**En cas de non-respect du présent article par l'Attributaire, le Pouvoir Adjudicateur effectuera le mandatement sur la base provisoire des sommes prises en compte par lui.**

**NB) lorsque les sommes payées par le Pouvoir Adjudicateur sont différentes de celles qui seraient finalement dues à l'Attributaire, ce dernier pourra prétendre à des intérêts moratoires au taux légal, calculés sur la différence. De ce fait l'assureur renonce à suspendre ses garanties ou à résilier le contrat pour défaut de paiement**

*(\*) Compte tenu du vieillissement du parc et des éventuelles entrées et sorties, l'attributaire à l'aide de l'annexe parc auto indiquera le prix véhicule par véhicule suivant formule.*

**22-** Compte tenu de la durée du marché et de la faculté de résiliation prévue en 2, l'assureur accepte de ne jamais qualifier la réassurance comme "sujétion technique imprévue" objet de l'article L.2194-1 et des articles R.2194-1 et R.2194-2 du Code de la Commande Publique.

**23-** Conformément à l'article L.113-2 - 4° du Code des Assurances, le délai de déclaration de sinistre est fixé d'un commun accord à 90 jours. Dans tous les cas, l'assureur renonce à retenir la déchéance pour déclaration tardive, la seule sanction possible à l'égard de l'assuré étant une éventuelle réduction d'indemnité à laquelle il a droit et sous réserve que l'assureur établisse que le retard dans la déclaration lui a causé un préjudice.

**24-** Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à instruire les dossiers le plus rapidement possible et à prendre toutes les initiatives afin de régler les indemnités dues dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date où la collectivité ou son représentant aura présenté sa réclamation chiffrée. Faute d'un règlement total dans le délai ci avant, des pénalités de retard seront dues à l'assuré à compter du 31<sup>ème</sup> jour. Le calcul des pénalités de retard est identique à celui des intérêts moratoires prévu ci-dessus.

**25-** Pour tout sinistre garanti, l'assureur s'engage à indiquer à réception de la déclaration de sinistre les références du dossier. De même, il informera la collectivité sur le montant réglé ou provisionné dans un délai raisonnable. L'assureur s'engage à fournir à la collectivité au plus tard dans les 90 jours après l'échéance principale les résultats des sinistres par catégorie de garantie. S'il met les éléments ci-dessus à disposition de la collectivité sous forme de support informatique, cela ne pourra être effectué que dans une configuration compatible avec l'outil informatique de la collectivité et en accord avec elle.

**26-** Lorsque le bénéficiaire de l'indemnité sera l'assuré, et que l'objet de la dite indemnité concernera un compte de fonctionnement et un bien soumis à TVA, toutes les indemnités de sinistres seront calculées TVA comprise, sans que l'assureur puisse évoquer une quelconque compensation ou subvention d'Etat.

**27-** Contrairement à l'article L.112-6 du Code des Assurances, aucune compensation ne peut s'opérer entre prime et indemnisation.

**28-** Le présent contrat est exécuté en application des clauses des documents énumérés en 4, lesquelles prévalent sur les conditions générales et/ou spéciales que l'assureur attributaire aurait pu joindre à son acte d'engagement, chaque fois qu'elles sont plus favorables à l'assuré, et en cas de silence de ces documents, par le Code des Assurances, et par la législation en vigueur.

**29-** Le présent contrat est soumis à l'application de la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier.

**30-** Les données essentielles du marché seront publiées, conformément aux dispositions de l'article R2196-1 du code de la commande publique, et l'arrêté du 22 mars 2019 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

Ainsi, les acheteurs devront publier sur leur profil d'acheteurs (sur le site [www.marchespublics-aquitaine.org](http://www.marchespublics-aquitaine.org), et <https://www.martillac.fr>

les données essentielles du marché qui seront en accès libre, direct et complet. Ces données comprennent notamment :

- le numéro d'identification unique attribué au marché public et les données relatives à son attribution (la date de notification du marché public, la nature et l'objet du marché, l'identification du titulaire et son numéro d'inscription au répertoire des entreprises etc.),
- ainsi que chaque modification réalisée. Si le marché public est modifié en cours d'exécution, l'acheteur devra également publier la durée modifiée du marché public, le montant HT modifié en euros du marché public ou encore le nom du nouveau titulaire en cas de changement.

Le titulaire s'engage à respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) désigné RGPD. Le titulaire s'engage également à sécuriser les données personnelles collectées et à ne pas les divulguer en dehors des acteurs de cette prestation.

Le titulaire certifie, respecter la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles et notamment les dispositions de la loi « Informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et le Règlement général sur la Protection des données (Règlement UE 2016/679) désigné par « RGPD ».

Dans le cadre du présent marché public, le titulaire s'engage à :

- garantir un niveau de protection élevé des données personnelles qu'elle traite pour le compte de la **COMMUNE DE MARTILLAC**
- respecter la réglementation applicable à l'ensemble des traitements de données personnelles qu'il met en œuvre. Plus particulièrement, le titulaire s'engage notamment à respecter les principes suivants :
  - les données personnelles sont traitées de manière licite, loyale et transparente (licéité, loyauté, transparence) ;
  - les données personnelles sont collectées pour des finalités déterminées, explicites et légitimes, et ne sont pas traitées ultérieurement d'une manière incompatible avec ces finalités (limitation des finalités);
  - les données personnelles sont conservées de manière adéquate, pertinente et sont limitées à ce qui est nécessaire au regard des finalités pour lesquelles elles sont traitées (minimisation des données) ;
  - les données personnelles sont exactes, tenues à jour et toutes les mesures raisonnables sont prises pour que les données inexactes, eu égard aux finalités pour lesquelles elles sont traitées, soient effacées ou rectifiées sans tarder (exactitude). »

Le titulaire met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque inhérent à ses opérations de traitement, répondre aux exigences réglementaires et protéger les droits et les données des personnes concernées dès la conception des opérations de traitement.

Par ailleurs, le titulaire impose contractuellement le même niveau de protection des données personnelles à ses sous-traitants (prestataires, fournisseurs, etc.).

Le titulaire s'engage à alerter la **COMMUNE DE MARTILLAC**

en cas de violation de données dès qu'elle en a connaissance et à accompagner la **COMMUNE DE MARTILLAC** afin de résoudre le problème d'une part et effectuer la notification à la CNIL dans un délai de 72h d'autre part.

Le titulaire s'engage à coopérer avec la **COMMUNE DE MARTILLAC** pour répondre aux personnes en cas de demande d'exercice de droits celles-ci, dans le délais imparti (1 mois).

Enfin, le titulaire s'engage à respecter tout autre principe s'imposant au regard de la réglementation applicable en matière de protection des données personnelles, et plus précisément concernant les droits conférés aux personnes intéressées, les durées de conservation des données personnelles ainsi que les obligations relatives aux transferts transfrontaliers de données personnelles.

31- En application des dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer un marché ayant pour objet la réalisation de prestations similaires avec le titulaire, et ce, sans publicité ni mise en concurrence préalables...

32- Pour sa facturation annuelle et sa facturation des éventuelles révisions, le titulaire fera apparaître clairement le mode de calcul de la nouvelle prime en indiquant les évolutions indiciaires ainsi que les variations de l'assiette de calcul du coût des garanties.

33- Dans le cadre de marchés publics, L'obligation faite aux entreprises de transmettre des factures dématérialisées à leurs clients publics doit être mise en œuvre selon les modalités suivantes :

- une plateforme est mise à leur disposition : Chorus Pro. Le titulaire du marché devra donc prendre toutes les mesures nécessaires pour se conformer aux dispositions législatives concernant la dématérialisation de ses factures.

**Tout appel à cotisation parvenant par un autre mode sera rejeté.**

Le titulaire devra adresser sa facturation via CHORUS PRO à chacune des entités suivantes :

- **Commune de MARTILLAC** n° SIRET 213 302 748 00016

## I- 2 - CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES « CCTP »

### I-2-1- Présentation

VOIR CCTP DANS LES FICHIERS PDF EN ANNEXES

Assureur tenant du RISQUE :	GROUPAMA
Garanties souscrites :	Détail : Dommages tous accidents, RC, Vol, Incendie, Assistance... LCI
	Franchises : RC : 0 € RCO : 0 € BG : 0 € VL Incendie vol DTA, TNG: 0 € PL et engins Incendie vol DTA, TNG : 0 €
OBJET de la renégociation :	<input checked="" type="checkbox"/> Fin de marché <input type="checkbox"/> À l'initiative de la Collectivité <input type="checkbox"/> À l'initiative de l'attributaire <input type="checkbox"/> Autres : Mise en conformité

### I-2-2- Garanties, Montant, Franchises

#### I-2-2-1 CARACTERISTIQUE DU CONTRAT

L'ensemble du parc automobile et accessoires devra impérativement être assuré au titre d'un seul et même contrat sans application de coefficient Réduction/Majoration (clause Bonus/Malus). De même l'ensemble du parc automobile et accessoires peut être utilisé pour tous usages.

***Par principe et ce jusqu'à la DIXIEME année incluse, les véhicules tels que conduite intérieure, camionnette, remorques & appareils terrestres attelés de - de 750kg, véhicules & engins divers de - de 3,5T, quad, tricycle, 2 roues (compris vélos et/ou engins électriques) sont garantis en Tous dommages. Au-delà ils bénéficient de la formule 1.***

***Par principe et ce jusqu'à la QUNIZIEME année incluse les véhicules tels que poids lourds, TPV, véhicule agricole, remorques & appareils terrestres attelés de + de 750 kg, véhicules et engins divers de + de 3,5T sont garantis en Tous dommages. Au-delà ils bénéficient de la formule 1.***

#### I-2-2-2 - AUTOMATICITE DE LA GARANTIE / REVISION DU PARC

Outre les véhicules désignés à l'annexe « PARC AUTOMOBILE », **la garantie est automatiquement accordée** à tout nouveau véhicule dont **la COMMUNE DE MARTILLAC** aurait la propriété, la garde ou l'usage (*y compris véhicules, engins spéciaux, remorques diverses de + ou – 750 Kg prêtés ou en location, même de courte durée*).

**La COMMUNE DE MARTILLAC** s'engage à tenir une liste afin de gérer l'évolution du parc. Ce document pourra être consulté par l'assureur à tout moment et sur sa simple demande.

En cas de diminution du PARC AUTOMOBILE, avant la prise d'effet du présent marché, l'assureur s'engage à revoir à la baisse le montant de la prime.

Sur simple demande de l'assureur, **la COMMUNE DE MARTILLAC** devra communiquer au cours du dernier trimestre de chaque année l'historique reproduisant les changements (adjonction, suppression, remplacement, location, prêt) intervenus au cours de la période précédente. A réception de ce document, l'assureur procédera à l'établissement d'un avenant entérinant les différentes modifications sans **modification de base tarifaire**.

Pour permettre à l'assureur d'établir son quittance de l'année à venir, **la COMMUNE DE MARTILLAC** s'engage à communiquer au cours du dernier trimestre de chaque année et avant le 1<sup>er</sup> décembre, la composition du PARC AUTOMOBILE arrêtée au 1<sup>er</sup> octobre précédent.



### I-2-2-3 - GARANTIES ET MONTANT

#### I-2-2-3-1 - GARANTIES :

↳ CONDUITE INTERIEURE, CAMIONNETTE, POIDS LOURD, TPV, VEHICULE AGRICOLE, REMORQUES, APPAREILS TERRESTRES ATTELES, VEHICULE & ENGINS DIVERS, QUAD, TRICYCLE, 2 ROUES (COMPRIS VELO ET/OU ENGINS ELECTRIQUES)

##### « FORMULE 1 »

- Responsabilité civile circulation, Responsabilité civile hors circulation ;
- Responsabilité civile des passagers, Responsabilité civile fonctionnement travaux (pour les engins, véhicules, remorques, équipés ou munis d'appareils ou de matériels lorsqu'ils sont utilisés ou non en tant qu'outils) ;
- Vol avec ou sans effraction, tentative de vol, vol avec menace, abus de confiance, incendie & annexes (compris les dommages provoqués par les éléments naturels tels que tempête, grêle, neige, etc... cette liste n'étant pas limitative), toutes explosions, implosions, risques électriques, électroniques, Catastrophes Naturelles,...
- Bris de glaces, optiques, feux et ensemble de signalisation en tout genre ainsi que toutes les parties vitrées ou matériau ayant la même fonction (compris rétroviseurs) ;
- Défense – recours y compris défense pénale hors accident ;
- Assistance / rapatriement / caution traditionnelle, (\*) ;
- Remorquage / grutage / (0 km véhicules & personnes) ;
- Véhicule de remplacement (durée des réparations) ;
- Individuelle du conducteur (indemnisation droit commun) ;

(\*) L'Assureur étend le bénéfice de la garantie Assistance/Rapatriement/Caution à la personne en Europe et au Monde entier, si séjour < à 30 jours, aux, élus et plus généralement à toutes personnes au service direct ou indirect, salariés ou non, bénévoles ou collaborateurs occasionnels, CE, COS, Amicale ou autre, par suite d'évènement survenu à l'occasion de l'exercice de leur fonction dans le cadre de la vie de la collectivité.

##### « FORMULE 2 »

- Formule 1 + Tous dommages

#### I-2-2-3-2 - MONTANT :

↳ CONDUITE INTERIEURE, CAMIONNETTE, POIDS LOURD, TPV, VEHICULE AGRICOLE, REMORQUES, APPAREILS TERRESTRES ATTELES, VEHICULE & ENGINS DIVERS, QUAD, TRICYCLE, 2 ROUES (COMPRIS VELO ET/OU ENGINS ELECTRIQUES)

##### FORMULE 1 :

Sans limitation de somme à l'exception de :

- Vol avec ou sans effraction, tentative de vol, vol avec menace, abus de confiance, incendie & annexes (compris les dommages provoqués par les éléments naturels tels que tempête, grêle, neige, etc... cette liste n'étant pas limitative), toutes explosions, implosions, risques électriques, électroniques, Catastrophes Naturelles : **valeur à dire d'expert.**
- Bris de glaces, optiques, feux et ensemble de signalisation en tout genre ainsi que toutes les parties vitrées ou matériau ayant la même fonction (compris rétroviseurs) en valeur de remplacement.
- Frais de remorquage, grutage, dépannage (jusqu'au concessionnaire, agent le plus proche, atelier municipal) : **frais réels.**
- Défense – recours, Assistance traditionnelle à 0 km (véhicules & personnes) : **frais réels.**
- Véhicule de remplacement (durée des réparations ou entretien) : **frais réels.**
- Individuelle du conducteur 400.000 € (indemnisation droit commun).

##### FORMULE 2 :

Valeur à dire d'expert et valeur à neuf pendant les 24 mois qui suivent l'acquisition neuve (compris remise en état sur justificatif) et même au-delà (3 ans) si le véhicule a moins de 12.000 kms ou équivalent. **Cette extension V.A.N est également accordée pour toutes les garanties dommages compris en formule 1 (à titre d'exemple : vol, incendie, etc.).**

A noter :

- Pour les deux roues, tricycle et/ou quad, la garantie bris de glaces est limitée aux optiques et bulle ou pare-brise de protection.
- Les garanties souscrites bénéficient à tous les véhicules, engins, remorques de + ou – 750Kg lorsqu'ils sont attelés, transportés pour les besoins privés, dans ou sur tous véhicules conçus pour cette destination. La garantie est étendue au chargement et déchargement.

**IMPORTANT :**

**a)- Formule 1, Formule 2**

**Dès lors qu'il s'agit d'une perte totale ou que le véhicule assuré est devenu économiquement irréparable et quelle qu'en soit la cause, l'indemnité due au titre des garanties dommages ne saurait être inférieure :**

- 1) au montant restant dû aux éventuels organismes financiers TVA comprise y compris toutes indemnités de résiliation,**
- 2) au montant à dire d'expert majoré forfaitairement de 20%.**

**b)- Véhicule de remplacement**

**Dès lors qu'il s'agit d'un vol, la durée des réparations ou de remplacement devra intégrer les obligations administratives liées au vol (délai de 30 jours).**

**I-2-2-4- FRANCHISES :**

- **FRANCHISE 1** : SANS € sauf Catastrophes Naturelles (dispositions réglementaires par événement).
- **FRANCHISE 2** : 250 € sauf Catastrophes Naturelles (dispositions réglementaires par événement).
- **FRANCHISE 3** : 500 € sauf Catastrophes Naturelles (dispositions réglementaires par événement).

Pour toutes les formules : **jamais de Franchise en Vol et annexes, Incendie et annexes, Bris de glaces et optiques.**

**Pour ce qui concerne la garantie catastrophe naturelle la franchise est applicable par événement.**

**VARIANTES**

**Des franchises différentes peuvent être proposées sous forme de variantes**

**I-2-2-5 - GARANTIES ANNEXES (comprises dans toutes les formules) :**

- a- Bagages, matériels, marchandises, outillages divers, effets et objets personnels, équipements, matériel sono, instruments de musique, œuvres d'art, matériaux divers transportés **pour propre compte** (la garantie est acquise pour le compte de qui il appartiendra) : valeur à dire d'expert avec maximum 5.000 € (sans franchise).
- b- Aménagements et équipements du véhicule : Accessoires (de série et hors-série y compris autoradio, gps, téléphone, radio téléphone), grues, nacelles, pinces et pesée électroniques, inscriptions personnalisées, Logo, cette liste n'étant pas limitative... : valeur à dire d'expert (sans franchise).

**I-2-2-6– PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES – « GARANTIES OPTIONNELLES »**

**I-2-2-6–1 - PSE 1 : GARANTIE OPTIONNELLE MATERIEL/MARCHANDISES TRANSPORTES :**

Moyennant cotisation ou prime supplémentaire, il s'agit de porter la garantie prévue au I-2-2-5 - GARANTIES ANNEXES - a : Bagages, matériels, marchandises, outillages divers, effets et objets personnels, équipements, matériel sono, instruments de musique, œuvres d'art, matériaux divers transportés pour propre compte, dans tout véhicule à : valeur à dire d'expert, 1<sup>er</sup> risque absolu 10 000 € **avec franchise forfaitaire de 200 € pour les dommages de plus de 5.000 €.**

Il s'agit d'une garantie tous dommages. La garantie est étendue au chargement et déchargement.

**I-2-2-6–2 - PSE 2 : GARANTIE OPTIONNELLE BRIS DE MACHINE**

Moyennant cotisation ou prime supplémentaire, il s'agit d'étendre la garantie au risque de « Bris de Machine » pour les véhicules et engins spéciaux et/ou véhicules équipés de grue, pinces et pesée électroniques, etc...

Evènements garantis : bris interne, bris externe, y compris absorptions diverses, dommages aux pneumatiques y compris les erreurs de manipulation, les opérations de chargement / déchargement.

Montant de la garantie : valeur à dire d'expert, 1<sup>er</sup> risque non conditionnel 10 000 € franchise 250 €

**I-2-2-6–3 – PSE 3 : GARANTIE OPTIONNELLE AUTO MISSIONS ELUS COLLABORATEURS**

**I - 2-2-6-3/1 – Etendue de la garantie**

Il s'agit de garantir la **COMMUNE DE MARTILLAC** pour l'utilisation de véhicules terrestres à moteur appartenant ou placés sous la garde des Elus & Collaborateurs.

Dès lors qu'ils sont utilisés pour les besoins et dans l'intérêt exclusif de la **COMMUNE DE MARTILLAC**, sont considérés comme véhicules assurés, tous les véhicules terrestres à moteur d'un poids total en charge inférieur à 3t500 (y compris 2 roues, quad....) appartenant ou placés sous la garde des Elus & Collaborateurs de la Commune. Les véhicules peuvent être conduits par toutes personnes y compris par des titulaires de permis récent.

Les véhicules appartenant à la **COMMUNE DE MARTILLAC**, loués, ou empruntés par elle, ne sont pas considérés comme véhicules assurés. Il en est de même pour les véhicules utilisés par les préposés pour les trajets effectués entre leur domicile et lieu de travail.

#### **I-2-2-6-3/2 – Bénéficiaires de la garantie**

La garantie est acquise à l'ensemble des Elus & Collaborateurs y compris aux collaborateurs occasionnels et / ou bénévoles de la **COMMUNE DE MARTILLAC**. A titre indicatif, au cours de l'année 2019, les déplacements indemnisés ou non, ont représenté un kilométrage de l'ordre de +/- 3 000 kms.

#### **I-2-2-6-3/3 – Montant des garanties**

La garantie s'exercera « **AU PREMIER RANG** » pour tous les dommages causés ou subis par les véhicules assurés pour les risques ci-après :

- Responsabilité civile circulation et hors circulation, Recours & défense en illimitée y compris défense pénale hors accident;
- Responsabilité civile de commettant de la **COMMUNE DE MARTILLAC**, avec clause de renonciation de recours contre elle ;
- Dommages au véhicule tous accidents sans exception ni réserve ;
- Vol avec ou sans effraction, tentative de vol, vol avec menace, abus de confiance, incendie & annexes, toutes explosions, risques électriques, Catastrophes Naturelles : en valeur de remplacement à dire d'expert avec un minimum de 1.500 € ;
- Bris de glaces, optiques, feux et ensemble de signalisation en tout genre ainsi que toutes les parties vitrées ou matériau ayant la même fonction (compris rétroviseurs) ; en valeur de remplacement ;
- Individuelle du conducteur 400.000 € (indemnisation droit commun) ;
- Accessoires, aménagements, bagages et objets personnels : 1.500 € ;
- Frais de remorquage au concessionnaire le plus proche : frais réels ;
- Assistance automobile traditionnelle/ Rapatriement (franchise 0 kms) frais réels ;
- Assistance au voyageur / Rapatriement (franchise 0 kms) frais réels ;
- Véhicule de remplacement (durée des réparations) ;

#### **I-2-2-6-3/4 – Franchises :**

- 1- **SANS**
- 2- **200 €**
- 3- **500 €**

#### **I-2-2-6-3/5 – Gestion des sinistres**

Les déclarations de sinistre seront visées par la direction générale des services de la **COMMUNE DE MARTILLAC**. L'assureur renonce au recours qu'il serait en droit d'exercer contre l'assureur des Elus & Collaborateurs en mission dont le contrat garantirait les dommages survenus au cours de l'utilisation du véhicule comme indiqué au Titre I-2-2-2 – NATURE DU CONTRAT « VEHICULES ASSURES ».

#### **I-2-2-6-3/6 – Prime ou cotisation**

Le contrat d'assurance n'est pas soumis au Bonus-Malus

La prime ou cotisation est fixe pendant la durée du marché. Elle fait l'objet d'une régularisation en fonction de l'évolution du Kilométrage parcouru au cours de l'année écoulée.

#### **I-2-2-7 DECLARATIONS PARTICULIERES :**

- Tous les véhicules peuvent être utilisés par tous conducteurs (sans désignation) et pour tous usages à **l'exclusion du transport de marchandises pour le compte de tiers (TPM)**.
- En cas de prêt d'un véhicule les garanties souscrites sont étendues également aux dommages corporels du conducteur, du fait d'un vice ou d'un défaut d'entretien du véhicule assuré.
- Pour les véhicules électriques, la garantie (tant en RC qu'en dommages) est étendue aux batteries.
- En cas d'aide ou de remorquage bénévole, la garantie sera étendue à tous dommages causés au cours ou à l'occasion de l'aide apportée ou reçue, ou de remorquage effectué par ou accordé à l'assuré à la suite d'une panne ou d'un accident d'un autre véhicule ou du véhicule assuré.
- Dans le cadre de la garantie véhicule de remplacement, le véhicule mis à disposition pourra être restitué en tout endroit au choix de l'assuré.
- Le montant de l'indemnité due au titre des garanties dommages (à savoir valeur à dire d'expert) ne saurait être inférieure à 1550 € pour : Conduite intérieure, camionnettes, remorque < à 750Kg et à 4500 € pour les véhicules de + de 3T500, VSP, véhicule agricole, remorque > à 750 Kg et véhicules & engins divers.
- Il en est de même s'agissant d'une avance sur recours effectuée dans le cadre de la souscription de la formule 1.
- Certains véhicules, notamment ceux des ateliers, espaces verts ou de la voirie, peuvent tracter une remorque et/ou peuvent être équipés de matériel, engins, outils divers. Tous les matériels équipant les véhicules ou engins de chantier, tels que débroussailleuses, lames de coupe, de déneigement, groupe, broyeur ou autres...cette liste n'étant pas limitative, bénéficient des mêmes garanties que le véhicule lui-même (qu'ils soient ou non installés ou au repos).
- Certains véhicules, notamment ceux des ateliers, espaces verts, de la voirie ou à usage agricole peuvent être équipés de matériel, engins, outils divers. Le véhicule et ses matériels ou accessoires équipant les véhicules ou engins bénéficient d'une extension de garantie « bris intérieur fonctionnement ».
- Les dommages causés par un véhicule assuré à une personne employée de l'Assuré ou à un élément quelconque du patrimoine de l'Assuré sont couverts.
- Certains véhicules, notamment ceux des ateliers, espaces verts ou de la voirie, peuvent être amenés occasionnellement à transporter des liquides, huiles ou essences en quantité supérieure à 500 litres.
- Absence de Permis de conduire et/ou conduite à l'insu : toutes les garanties sont maintenues en cas d'utilisation y compris par l'un des préposés et même si le conducteur n'a pas l'âge requis ou ne possède pas de permis de conduire en état de validité exigé par la réglementation en vigueur.
- Il est précisé en outre que les véhicules peuvent être utilisés dans le cadre de la conduite accompagnée, et également dans le cadre de la formation de conduite sur engins spéciaux (nacelles, chargeurs, pelleteuses, tractopelle...)
- Dans le cadre des garanties vol & annexes, l'assureur ne pourra en aucun cas opposer à l'Assuré le fait que le véhicule n'ait pas été déplacé. Il en est de même pour les matériel et accessoires déposés lorsque ceux-ci sont parqués dans un enclos.
- Il est expressément convenu que toute franchise s'applique par événement, quel que soit le nombre d'éléments ou biens sinistrés au cours du même événement.
- Les engins ou véhicules transportés pour les besoins de l'assuré, dans ou sur tous véhicules ou remorques conçus pour cette destination, bénéficient d'abord de leur garantie propre. Cette garantie est étendue au chargement et déchargement.
- Il est précisé en outre que certains véhicules ne bénéficient pas de moyens de protection particuliers.
- Certains véhicules sont utilisés dans le cadre de la Loi CHEVENEMENT (décret du 12 juillet 1999 dite « véhicule de fonction permanent »). Toutes les garanties sont acquises sans exception dans le cadre de cette utilisation.

#### **I-2-2-8 FORMATION / PREVENTION :**

L'objectif de l'assuré étant d'optimiser son budget assurance, l'assureur qui sera choisi pourra proposer à l'assuré, toutes suggestions en matière de prévention. Il en sera de même en matière de formation, une fois par an formation par l'assureur de stage éco conduite constats amiables. Toutes initiatives en ce sens ne pourront être mises en place que dans un partenariat total avec l'assuré et en accord avec lui. **Rappel** : l'assureur s'engage à fournir à la collectivité au plus tard dans les 90 jours après l'échéance principale les résultats des sinistres par catégorie de garantie. S'il met les éléments ci-dessus à disposition de la collectivité sous forme de support informatique, cela ne pourra être effectué que dans une configuration compatible avec l'outil informatique de la collectivité et en accord avec elle.

### **I-2-2-9 CHOIX DE L'AVOCAT**

Dès lors que la garantie sera mise en cause, les bénéficiaires de la garantie auront libre choix de l'avocat ou de la personne qualifiée pour défendre leurs intérêts. Le remboursement à hauteur des montants prévus suivant le titre « Montant I-2-2-3-2 » ci avant s'effectuera TVA comprise et en conformité de la loi n° 2007-210 du 19 février 2007 portant réforme de l'assurance protection juridique.

### **I-2-2-10 GESTION**

Conformément aux articles L-114 & suivants du Code des Assurances, toute action dérivant de ce marché est prescrite par deux ans à compter de l'évènement qui lui donne naissance. A noter que ce délai ne court en cas de sinistre que du jour où (s'ils l'ont ignoré jusque-là), l'assuré ou l'assureur en n'ont eu connaissance. La prescription est interrompue par une des causes ordinaires d'interruption, une action en justice, désignation d'un expert après sinistre, envoi d'une lettre recommandée par l'assuré à l'assureur valant mise en demeure de paiement de l'indemnité.

Si l'assureur entend user de la prescription biennale prévue aux articles L-114 & suivants du Code des Assurances, il devra informer le bénéficiaire de la garantie dans des délais suffisamment corrects afin que ce dernier puisse prendre les mesures adéquates.

## **TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT**

### **COMMUNE DE MARTILLAC**

### **LOT N° 3**

## **Flotte Automobile & Accessoires**

**ASSURE :**

**La COMMUNE DE MARTILLAC 33650**

Représentée par son Maire en Exercice

**ADRESSE :**

**14 AVENUE CHARLES DE GAULLE 33650 MARTILLAC**

**PERSONNALITE COMPETENTE :**

M Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

**PERSONNE HABILITEE A DONNER LES RENSEIGNEMENTS PREVUS**

M Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

**ORDONNATEUR :**

M. Le Maire de la COMMUNE DE MARTILLAC

**COMPTABLE PUBLIC ASSIGNATAIRE DES PAIEMENTS :**

Centre des Finances Publiques de CASTRES sur GIRONDE 33640

## ARTICLE 1 – CONTRACTANT :

Je soussigné,

Nom, Prénom :

(\*)

(Ci-dessus : référence de la personne habilitée par le porteur de risques.

*Si intermédiation N° ORIAS :* ( *\*) joindre justificatif*)

Adresse professionnelle :

Téléphone :

Télécopie :

E.Mail :

Agissant au nom et pour le compte de :

l'Entreprise d'assurance.

(Circulaire du 24 décembre 2007 - Rôle des Intermédiaires).

Forme juridique :

Capital :

Siège social :

Téléphone :

Télécopie :

E.Mail :

Immatriculation INSEE :

SIRET :

« APE » :

N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés

Agréments en cours de validité délivrés le

Après avoir pris connaissance du Cahier des Clauses Particulières de l'assurance « Flotte Auto & Accessoires » et des documents qui y sont mentionnés,

Et après avoir produit les documents, certificats, attestations ou déclarations exigées par le Code de la Commande Publique, m'engage, sans réserve et conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date de remise des offres sans actualisation quel que soit la sinistralité entre la date de lancement de la présente procédure objet de la consultation, de l'offre, et la date d'effet du marché.

## ARTICLE 2 – OBSERVATIONS / PROPOSITIONS DIFFERENTES :

**Elles ne peuvent faire l'objet que sous la forme d'une annexe du présent acte d'engagement avec une énumération précise et exhaustive** prenant référence aux besoins à satisfaire de la collectivité objet du dossier de consultation. Elles doivent être rédigées avec précision, numérotées et établies sur papier à en-tête joint au présent acte d'engagement.

**Nombre d'observations et/ou propositions différentes :.....**



### ARTICLE 3 – ENGAGEMENT

Le signataire de la présente proposition certifie avoir placé aux conditions ci avant l'intégralité du contrat.  
Le signataire de la présente proposition engage la responsabilité de l'assureur qu'il représente sur cet engagement.

### ARTICLE 4 – PAIEMENT

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit compte ouvert :

- Titulaire du compte :  
(Ci-dessus : référence de la personne habilitée à percevoir le paiement)
- Domiciliation
- IBAN :
- BIC :

### ARTICLE 5 – TARIFICATION

Nombre de véhicules comptabilisés : 13

La prime annuelle Tous Frais Compris est réputée comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres ainsi que les frais d'émission de la police.

PRIME ANNUELLE – indice : .....au .....

Tous Frais Compris suivant Formule (à compter du 01/01/2023)

Garanties de Base, Complémentaires, Annexes

I-2-2-1 CARACTERISTIQUE DU CONTRAT franchise 1 (SANS) : ..... € TFC ☐ OUI ☐ NON (\*) (1)

I-2-2-1 CARACTERISTIQUE DU CONTRAT franchise 2(200 €) : ..... € TFC ☐ OUI ☐ NON (\*) (1)

I-2-2-1 CARACTERISTIQUE DU CONTRAT franchise 3(500 €) : ..... € TFC ☐ OUI ☐ NON (\*) (1)

PSE 1 I-2-2-6-1 OPTION MARCH. /MAT TRANSPORTES : ..... € TFC ☐ OUI ☐ NON (\*) (1)

PSE 2 I-2-2-6-2 OPTION BRIS DE MACHINE : ..... € TFC ☐ OUI ☐ NON (\*) (1)

PSE 3 I-2-2-6-3 OPTION AUTO MISSION Franchise 0€ : ..... € TFC ☐ OUI ☐ NON (\*) (1)

Total des garanties retenues par MARTILLAC : ..... € TFC (\*).

(\*) Sera complété par la Commune et doit correspondre au total des oui ci-dessus

(1) afin de faciliter la gestion, l'assureur devra communiquer le prix Tous Frais Compris par véhicule et suivant formules.

## ARTICLE 6 – DUREE DU MARCHE ET DELAIS

Le contrat est prévu pour une durée maximale de 48 mois à compter du 01/01/2023. Conformément à la circulaire du 24 décembre 2007 (JO du 10/04/2008), le contrat est d'une durée d'une année, il est reconductible 3 fois, sauf **dénonciation soit par le porteur de risque ou par le pouvoir adjudicateur à chaque échéance annuelle du 1<sup>er</sup> janvier moyennant préavis de six mois par LR avec AR.**

## ARTICLE 7 - MODALITES DE GESTION ET SUIVI DES SINISTRES

Ratio de solvabilité du porteur de risque de l'offre (sans mesure transitoire ni dérogatoire) :

### Moyens de gestion :

Présence sur le territoire national d'un service de gestion des sinistres du porteur de risque ☐ Oui ☐ Non

Présence sous 2j ouvrés d'un représentant du porteur du risque à la demande de l'acheteur public ☐ Oui ☐ Non

Pour les porteurs du risque étrangers, indiquer le montant du chiffre d'affaires réalisé dans leur pays d'origine pour la branche Dommages aux biens :

Délais de réponse :

### Gestion des cartes vertes :

Possibilité de communication de carte vertes vierge : ☐ Oui ☐ Non

Délai d'envoi des cartes vertes pour ajouts en cours d'année :

Délai d'envoi des cartes vertes après réception du fichier des véhicules :

### Gestion contrat :

Régularisation par demi différence / au prorata temporis :

Gestion dématérialisée du parc de véhicule : ☐ Oui ☐ Non

Gestion dématérialisée du contrat : ☐ Oui ☐ Non

Accessibilité de l'outil informatique :

Contenu/possibilité de l'outil informatique pour la gestion du contrat

### Gestion des sinistres :

Désignation d'un binôme de gestionnaires sinistres dédié : ☐ Oui ☐ Non

Gestion dématérialisée des déclarations de sinistre : ☐ Oui ☐ Non  
 Gestion et suivi dématérialisé des sinistres (transmission de pièces et informations) : ☐ Oui ☐ Non  
 Délai d'expertises : jours  
 Transmission automatique des rapports d'expertise : ☐ Oui ☐ Non  
 Information par mail de règlement des dossiers sinistres : ☐ Oui ☐ Non  
 Délais de paiement : jours  
 Un accord du porteur du risque est-il préalablement nécessaire : ☐ Oui ☐ Non  
 Si oui, à partir de quel montant de sinistre ? Accord sous combien de jours ?

Information par mail de clôture des dossiers sinistres : ☐ Oui ☐ Non  
 Gestion des recours pour le compte de l'EPCI y compris pour les sinistres inférieurs à la franchise ☐ Oui ☐ Non  
 Préfinancement des franchises avec refacturation trimestrielle au pouvoir adjudicateur : ☐ Oui ☐ Non

Statistiques sinistres :

Sinistralité détaillée annuellement ☐ Oui ☐ Non  
 Information sur le montant des recours (réel et provisionné) : ☐ Oui ☐ Non  
 Information sur le montant des provisions : ☐ Oui ☐ Non

Services associés :

Réunion annuelle de présentation des résultats / travail sur les dossiers : ☐ Oui ☐ Non  
 Actions de prévention intégrées à l'offre : ☐ Oui ☐ Non  
 si oui, lesquelles ?

**Le Courtier, l'Agent, la Compagnie d'Assurances sont inscrits à l'ORIAS et agréés par l'ACPR** ☐ oui – ☐ non  
**Pour les risques énoncés dans le DCE de la Flotte**

**PRECISER LE MONTANT DES PRIMES EN CAS D'AJOUT DE VEHICULES SUR LA DUREE DU MARCHÉ :**

**FAIT EN UN SEUL EXEMPLAIRE ORIGINAL**

**A** **LE**

## REPONSE DE L'ADMINISTRATION

La présente offre est acceptée en ce qui concerne le lot I.A.R.D.  
« Flotte Auto & Accessoires 66514110-0 »

Le présent acte d'engagement comporte les annexes énumérées à l'article 2 du présent Acte d'Engagement.

Ma signature fait du présent acte d'engagement la pièce principale du marché.

A

Le

Le représentant légal de la personne publique  
**Le MAIRE de la Commune de MARTILLAC**

---

Le marché a été reçu par la Préfecture le :

## NOTIFICATION DU MARCHÉ AU TITULAIRE

La notification transforme le projet de marché en marché et le candidat en titulaire. Elle consiste en la remise d'une photocopie conforme du marché au titulaire. Cette remise est opérée par lettre recommandée électronique avec accusé de réception via la plateforme de dématérialisation [www.marchespublics-aquitaine.org](http://www.marchespublics-aquitaine.org), et <https://www.martillac.fr>

# TITRE III – ANNEXES

## ANTECEDENTS



### SINISTRALITE

Exercice : 3 dern EX + EX en cours

Le 08/06/2022

**DEPARTEMENT Entreprises et Collectivités**  
**2, Av de Limoges CS 60001**  
**79044 NIORT CEDEX**

**Sociétaire : 00657906F**  
 COMMUNE DE MARTILLAC  
 14 AVENUE CHARLES DE GAULLE  
 33650 MARTILLAC

Code CSP : 021  
 Date Entrée : 01/06/2002  
 Date Modif : 26/04/2022

#### PRODUITS JURIDIQUES

[x] SINIS) - FLOTTES

#### LISTE DES SINISTRES

REF	D.SURV	NAT	PRODUIT	RESP	COUT	D.CLOT	IMMAT	CONTRAT	CONDUCTEUR	GARANTIE
Année 2022										
2022/505311	28/01/2022	M	FLOTTES	TOTALE	14 956,25 €		FV-913-BJ		LIBREAU SYLVIE	R.C./RESPONSABILITE
Total - 2022			Nombre 1		Montant 14 956,25 €					
Année 2021										
2021/808308	28/07/2021	M	FLOTTES	TOTALE	12 048,13 €	09/11/2021	FN-225-TY		VIDAL ALEXANDRE	DOMM/ACCIDENT SAUF COLL
2021/807683	13/07/2021	M	FLOTTES	TOTALE	9 901,76 €	18/11/2021	FN-225-TY		DE BARGAS PIERRE JEAN	DOMM/ACCIDENT SAUF COLL
2021/807687	13/07/2021	M	FLOTTES	SANS	6 635,62 €	29/10/2021	DZ-355-VP		MERLIN CELINE	DOMM/ACCIDENT SAUF COLL
2021/807688	13/07/2021	M	FLOTTES	TOTALE	1 250,00 €		2251 QT 33		ORTOLAN ANTOINE	R.C./RESPONSABILITE
2021/804054	20/04/2021	M	FLOTTES	SANS	0,00 €	20/05/2021	ER-442-RC			DOMM/COLLISION TIERS ID
Total - 2021			Nombre 5		Montant 29 835,51 €					
Année 2020										
2020/840355	23/09/2020	M	FLOTTES	TOTALE	1 878,09 €	14/12/2020	DZ-355-VP		GUEGLIO CHARLES	DOMM/ACCIDENT SAUF COLL
Total - 2020			Nombre 1		Montant 1 878,09 €					
Année 2019										
2019/868519	21/08/2019	M	FLOTTES	TOTALE	463,80 €	17/09/2019	DK-597-AY			DOMM/BRIS DE GLACES/VEH
2019/868526	21/08/2019	M	FLOTTES	SANS	997,93 €	17/09/2019	CK-337-VN			DOMM/BRIS DE GLACES/VEH
2019/858476	26/07/2019	M	FLOTTES	SANS	1 059,88 €	09/10/2019	DZ-355-VP			DOMM/ACCIDENT SAUF COLL
Total - 2019			Nombre 3		Montant 2 521,61 €					
Nombre Total 10				Montant Total 49 191,46 €						

## LISTE VEHICULES

[illegible]

## ATTESTATION DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE

La compagnie d'assurance .....  
dont le siège social est situé à .....  
reconnait avoir reçu l'intégralité du cahier des charges correspondant  
au lot n °.....  
de .....  
comportant :

REGLEMENT DE CONSULTATION

TITRE I - CAHIER DE CLAUSES PARTICULIERES

TITRE I - 1 - CLAUSES ADMINISTRATIVES

TITRE I - 2 - CLAUSES TECHNIQUES

I - 2 - 1 - PRESENTATION

I - 2 - 2 - GARANTIES, MONTANT, FRANCHISES

TITRE II - ACTE D'ENGAGEMENT

TITRE III - ANNEXES

ATTESTATION DE LA COMPAGNIE D'ASSURANCE

NOM, SIGNATURE ET CACHET DU RESPONSABLE DU DOSSIER

A

LE